

rieur de plus de 1 log<sub>10</sub> au titre initial et, en tous les cas, le vaccin doit contenir au moins 3,0 log<sub>10</sub> de particules virales vivantes par dose humaine.»

Art. 2. — Le présent arrêté entrera en application à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1983.

Art. 3. — Le directeur de la pharmacie et du médicament est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 novembre 1982.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur de la pharmacie  
et du médicament :

*Le chef du corps des pharmaciens inspecteurs  
de la santé,  
J. CORDONNIER.*

#### Etablissements d'hospitalisation publics (recrutement et statut du personnel médical).

Par arrêté du ministre de la santé en date du 9 décembre 1982, est classé en premier groupe le service à temps plein de médecine générale de l'hôpital de Quimperlé (Finistère).

Par arrêté du ministre de la santé en date du 9 décembre 1982, sont classés en premier groupe les services à temps plein de :

Cardiologie A ;  
Réanimation médicale, accueil médical, post-réanimation ;  
Médecine II (neurologie) ;  
Médecine V à orientation endocrinologique, diabétologique, hématologique ;  
Néphrologie, hémodialyse ;  
Ophtalmologie ;  
Pneumophtisiologie (secteurs I et III),  
du centre hospitalier du Mans (Sarthe).

Par arrêté du ministre de la santé en date du 9 décembre 1982, est classé en premier groupe le service à temps plein de laboratoire de biologie polyvalent du centre hospitalier général de Dieppe (Seine-Maritime).

## MINISTÈRE DU TEMPS LIBRE

### Liste des centres de formation agréés préparant au diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation.

Le ministre de la solidarité nationale et le ministre du temps libre,

Vu le décret n° 79-500 du 28 juin 1979 portant création d'un diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation ;  
Vu l'arrêté du 30 juin 1979 fixant les conditions d'agrément des formations,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont agréés en tant que centres de formation préparant au diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation :

Pour la formation ayant débuté en octobre 1979 :

Le centre national de formation à l'animation de l'union française des centres de vacances et de loisirs, boîte postale n° 5, Fublaines, 77470 Trilport.

Pour la formation ayant débuté en janvier 1980 :

L'institut d'éducation permanente Léo-Lagrange Nord-Pas-de-Calais, 1, place Georges-Lyon, boîte postale n° 1080, 59011 LILLE CEDEX.

L'institut d'éducation permanente Léo-Lagrange, 47130 Port-Sainte-Marie.

L'institut d'éducation permanente Léo-Lagrange région Ouest, 44, rue d'Allonville, 44000 Nantes.

L'institut d'éducation permanente Léo-Lagrange région parisienne, 11, rue Guichard, 94230 Cachan.

L'institut national pour la formation professionnelle des responsables d'animation socio-éducative des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, 14970 Bénouville.

La fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale, 76, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

L'institut d'éducation permanente Léo-Lagrange Midi-Provence, château Massenet, 84, boulevard Alphonse-Allais, 13014 Marseille.

Pour la formation ayant débuté en mars 1980 :

L'institut de formation aux carrières sociales de Rennes, 2, avenue du Bois-Labbé, boîte postale n° 1301, 35016 RENNES CEDEX.

L'école de formation d'animateurs sociaux, 31, rue Patou, 59000 Lille.

L'institut national de formation d'animateurs de collectivités, 51, rue Jacques-Kablé, 94130 Nogent-sur-Marne.

Pour la formation ayant débuté en avril 1980 :

L'institut de formation Rhône-Alpes, 1, rue Bellevue, 69190 Saint-Fons.

Pour la formation ayant débuté en octobre 1980 :

L'institut pour la formation des animateurs, centre René-Durand de Port-Mort, 117, Grande-Rue, Port-Mort, 27600 Gaillon.

L'institut de formation, de recherche et de promotion, Bures-Morainvilliers, 78630 Orgeval.

Pour la formation ayant débuté en novembre 1980 :

L'association Les Ateliers des Trois Soleils, 75, rue E.-Pons, 69004 Lyon.

L'association régionale pour la formation au travail socio-éducatif en milieu d'adultes, résidence Benjamin-de-Lessert, 145, avenue Jean-Jaurès, 69007 Lyon.

Pour la formation ayant débuté en mars 1981 :

Peuple et culture Auvergne, 26, rue des Gras, 63000 Clermont-Ferrand.

Le centre de formation Saint-Prix du comité protestant de centres de vacances, 7, rue du Château-de-la-Chasse, 95390 Saint-Prix.

Pour la formation ayant commencé en novembre 1981 :

Centre de formation supérieure aux fonctions d'animation, 39, allée Jules-Guesde, 31000 Toulouse.

Pour la formation ayant débuté en janvier 1982 :

Le centre interrégional de formation aux professions de l'animation des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, 51 bis, rue des Amidonniers, 31000 Toulouse, et Carnon, 34280 La Grande-Motte.

Pour la formation ayant débuté en septembre 1982 :

Institut régional de formation des travailleurs sociaux, avenue François-Rabelais, B. P. 39, 13402 TALENCE CEDEX.

Comité territorial de la jeunesse de Polynésie française, B. P. 3474, Papeete.

Institut régional de formation des travailleurs sociaux, 41, avenue de la Liberté, Le Ban-Saint-Martin, 57000 Metz.

Art. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 30 juin 1979, les centres susvisés reçoivent délégation pour sélectionner directement leurs candidats.

Art. 3. — Le directeur de l'action sociale et le directeur du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 décembre 1982.

*Le ministre du temps libre,  
ANDRÉ HENRY.*

*Le ministre des affaires sociales  
et de la solidarité nationale,  
PIERRE BÉREGOVY.*

### Commissions de remise et d'aménagement des prêts aux rapatriés.

Par arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme, en date du 13 décembre 1982, l'arrêté du 27 juillet 1982 portant nomination aux commissions de remise et d'aménagement des prêts aux rapatriés est modifié comme suit :

Paris.

Titulaire : M. Corcessin (Georges), chef du bureau des investissements et des aménagements à la direction du tourisme, en remplacement de M. Dissler (Roland).

Versailles.

Titulaire : M. Vinard (Jean-Claude), chef du bureau de la réglementation à la direction du tourisme, en remplacement de M. Dissler (Roland).

## MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT

### Délimitation de zones de préemption.

Par arrêté du commissaire de la République d'Indre-et-Loire en date du 19 octobre 1982, la zone à l'intérieur de laquelle le département d'Indre-et-Loire peut exercer le droit de préemption prévu par l'article L. 142-1 du code de l'urbanisme comprend la partie du territoire de la commune de Nazelles-Négron délimitée par un trait noir au plan annexé audit arrêté (1).

(1) Ce plan peut être consulté à la préfecture d'Indre-et-Loire, à la direction départementale de l'équipement, ainsi qu'à la mairie de Nazelles-Négron.